



CHRISTOPHE LICOPPE

Faire grève est-il devenu inutile ?

“Le recours à la grève reste l’un des grands moyens d’expression en démocratie”

L’avis de
Jean Faniel

Directeur général du Crisp

Il faut d’abord bien comprendre dans quel contexte s’insère la grève. On a souvent tendance à voir le fonctionnement du système démocratique de manière un peu réductrice, en considérant que la démocratie consiste surtout à déposer un bulletin de vote dans une urne tous les cinq ou six ans, puis à laisser les représentants politiques prendre les décisions, puisqu’ils sont élus. En réalité, la démocratie est multifacettes: il y a une palette d’interventions possibles qui est offerte aux citoyens pour leur permettre de s’impliquer dans la vie démocratique. Dans cette palette, on retrouve l’action syndicale, et notamment la grève. L’objectif de ces mouvements est d’avoir un impact sur les décisions politiques ou sur celles des directions d’entreprises.

Si l’on regarde l’évolution de la conflictualité sociale en Belgique, on peut observer des périodes relativement différentes. Il y a des grèves qui visent davantage les employeurs, et d’autres qui vi-

sent plutôt les pouvoirs publics. Quand une grève vise les pouvoirs publics, on peut se demander si c’est en tant qu’employeur, par exemple dans le transport ou au sein de la justice, ou si c’est plutôt une grève à caractère politique, comme les mouvements dirigés contre un gouvernement.

On peut aussi distinguer les grèves selon leur caractère défensif ou offensif. Par exemple, en 1893, en 1902 et en 1913, le Parti ouvrier belge (POB) a mené des grèves générales pour obtenir le suffrage universel pour les hommes. L’objectif était offensif: quelque chose était réclamé, ici en l’occurrence des avancées en matière d’exercice des droits démocratiques. Un autre exemple est celui des mobilisations faisant suite au projet de loi Van Quickenborne. Là on était plutôt dans un mouvement à caractère défensif:

l’objectif était de bloquer quelque chose. Jusque dans les années 1960-1970, on avait une majorité de grèves à caractère offensif. Depuis, on voit plutôt des mouvements défensifs, dans un contexte de fortes transformations économiques, de crises multiples et de chômage.

Dans tous les types de grèves, et à plusieurs époques, on peut trouver des exemples de mouvements qui ont abouti à des victoires syndicales ou

à des avancées majeures. Il est méthodologiquement compliqué de dire si la proportion de grèves qui ont permis de réelles avancées est plus élevée qu’auparavant ou non, notamment parce que la perception de ces mouvements a évolué au cours du temps. Les médias ne traitent plus le sujet de la même façon non plus: la presse d’opinion avait l’habitude de défendre des positions tranchées. Aujourd’hui, il y a une attention moins importante accordée aux conflits sociaux, un traitement moins diversifié de la question.

La perception et l’adhésion de la population à une grève dépendent aussi des conséquences du mouvement. Il est évident que les grèves plus impactantes, dans les transports par exemple, obtiendront moins de compréhension et de sympathie de la part du public que les grèves de la grande distribution, comme dans le dossier Delhaize. Les syndicats s’en rendent compte et essaient d’impliquer davantage le grand public, ou en tout cas d’informer sur les raisons du mouvement. Mais le recours à la grève reste l’un des grands moyens d’expression en démocratie, que ce soit sur le plan politique ou sur le plan économique et social, et il faut essayer d’en comprendre le contexte et les motivations pour pouvoir en faire l’analyse la plus fine et la plus correcte possible.

Propos recueillis par Emmeline Van den Bosch